Burundi : FIDH alerte sur le rapt d'une militante des Droits de l'Homme

FIDH, 11 décembre 2015 Burundi : Enlèvement de la trésorière de la Ligue ITEKA, Mme Marie Claudette Kwizera
 APPEL URGENT - BUR 004 / 1215 / OBS 106 L'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme
 programme conjoint de la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) et de l'Organisation
 mondiale contre la torture (OMCT), vous prie d'intervenir de toute urgence sur la situation suivante au Burundi.

Description de la situation : L'Observatoire a été informé par des sources fiables de l'enlèvement de Mme Marie
 Claudette Kwizera, trésorière de la Ligue ITEKA[1].

Selon les informations reçues, le 10 décembre 2015, aux alentours de 18 heures, Mme Kwizera a été enlevée près
 de la polyclinique centrale. Elle aurait été forcée de monter dans un véhicule du Service national de renseignement (SNR)
 burundais. À l'heure où nous diffusons cet appel urgent, aucune information n'a pu être obtenue quant à son lieu de
 détention. L'Observatoire exprime sa plus vive préoccupation quant à l'enlèvement de Mme Marie Claudette Kwizera
 craint qu'il ne vise à sanctionner ses activités de défense des droits de l'Homme. L'Observatoire appelle
 à la libération immédiate et inconditionnelle de Mme Kwizera, et à garantir en toutes circonstances son intégrité
 physique et psychologique. Actions requises : L'Observatoire vous prie de bien vouloir écrire aux autorités burundaises
 en leur demandant de : i. Garantir en toutes circonstances l'intégrité physique et psychologique de Mme Marie Claudette
 Kwizera et de l'ensemble des défenseurs des droits de l'Homme au Burundi ; ii. Divulguer le lieu de détention de
 Mme Marie Claudette Kwizera, et procéder à sa libération immédiate et inconditionnelle ; iii. Mettre un terme à toute
 forme de harcèlement à l'encontre de Mme Kwizera ainsi que de l'ensemble des défenseurs des droits de l'Homme
 au Burundi ; iv. Se conformer aux dispositions de la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'Homme, adoptée par
 l'Assemblée générale des Nations Unies le 9 décembre 1998, et plus particulièrement :

À son article 1 qui prévoit que « chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres, de promouvoir la
 protection et la réalisation des droits de l'Homme et des libertés fondamentales aux niveaux national et international » ;
 À son article 6 qui stipule que « chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres : a) De tenir,
 rechercher, obtenir, recevoir et conserver des informations sur tous les droits de l'homme et toutes les libertés
 fondamentales en ayant notamment accès à l'information quant à la manière dont il est donné effet à ces droits et libertés
 dans le système législatif, judiciaire ou administratif national ; b) Conformément aux instruments internationaux relatifs
 aux droits de l'homme et autres instruments internationaux applicables, de publier, communiquer à autrui ou diffuser
 librement des idées, informations et connaissances sur tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales ;
 c) D'étudier, discuter, apprécier et évaluer le respect, tant en droit qu'en pratique, de tous les droits de l'homme
 et toutes les libertés fondamentales et, par ces moyens et autres moyens appropriés, d'appeler l'attention du public sur
 les violations de ces droits et libertés » ; À son article 12.2 qui dispose que « l'Etat prend toutes les mesures nécessaires pour assurer que le
 droit à la vie est protégé et que toute personne, individuellement ou en association avec d'autres, est protégée de toute violence,
 menace, représailles, discrimination de facto ou de jure, pression ou autre action arbitraire dans le cadre de l'exercice
 légitime des droits visés dans la présente Déclaration » ; v. Plus généralement, se conformer aux dispositions de la
 Déclaration universelle des droits de l'Homme et instruments régionaux et internationaux relatifs aux droits de l'Homme
 ratifiés par le Burundi. Adresses : S.E. Pierre Nkurunziza, Président de la République, Résidence de la République,
 Boulevard de l'Uprona, Rohero I, BP 1870, Bujumbura, Burundi. Fax : +257 22 22 74 90 M. Emmanuel
 NTAHOMVUKIYE, Ministre de la Défense nationale et des anciens combattants, Fax : +257 22253215 / 22253218,
 Email : mdnac@yahoo.fr M. Alain Guillaume BUNYONI, Ministre de la Sécurité publique, BP : 1910 Bujumbura,
 Burundi. Fax : + 257 22 24 53 51, Email : mininter@yahoo.fr Mission permanente de la République du Burundi auprès
 des Nations unies, rue de Lausanne 44, 1201 Genève, Suisse. Fax : +41 22 732 77 34. Email :
 mission.burundi@bluewin.ch Ambassade du Burundi à Bruxelles, Square Marie-Louise 46, 1000 Bruxelles, Belgique.
 Fax : +32 2 230 78 83, Email : ambassade.burundi@skynet.be Prière d'écrire également aux représentations
 diplomatiques du Burundi dans vos pays respectifs. Notes [1] La Ligue ITEKA a pour mission de défendre et
 promouvoir les droits de l'Homme, et d'en prévenir les violations. La Ligue ITEKA dispose de 17 fédérations (une
 chaque province) de 32 sections réparties sur tout le territoire burundais.